



# HIGH-TECH & MEDIAS

## Atos ne ferme plus la porte à une vente par appartements

- En difficultés, le groupe informatique français a ouvert des discussions avec Airbus pour lui vendre son activité Big Data & Security (BDS) pour une valeur d'entreprise pouvant atteindre 1,8 milliard d'euros.
- Après avoir bondi de 11 % à l'ouverture, le titre est en recul de plus de 6 %.

### INFORMATIQUE

Leïla Marchand

Atos va-t-il réussir à sortir de sa spirale négative en 2024 ? Pour tenter de rebondir, l'ex-fleuron de l'informatique français envisage dans tous les cas, désormais, de vendre sa branche stratégique, l'entité Big Data et sécurité (BDS), qui comprend les supercalculateurs et la cybersécurité.

Mercredi, le groupe, qui se refusait jusque-là à s'engager dans ce qui pourrait s'apparenter à une vente par appartements, a en effet annoncé être entré en discussions préliminaires et non exclusives avec Airbus concernant cet actif. L'avionneur, qui avait tenté en 2023 de prendre juste 30 % du capital d'une partie d'Atos, sera à aujourd'hui prêt à reprendre la totalité de cette activité aux 10.000 employés (sur un total de 105.000), et qui a généré entre 1,3 et 1,5 milliard de chiffre d'affaires en 2022. Le groupe européen propose une valeur d'entreprise entre 1,5 et 1,8 milliard d'euros.

L'annonce ouvre la voie à un découpage d'Atos en au moins trois morceaux (BDS, les activités historiques en décroissance de Tech Foundations et le reste dans une entité baptisée Eviden), et marque un changement d'échelle majeur dans le programme de cessions. En juillet, le groupe avait simplement promis de céder des actifs à hauteur de 400 millions d'euros pour faire

face à ses besoins de liquidités, en cédant Tech Foundations au milliardaire Daniel Kretinsky. Mais cette opération, qui devait lui permettre de tourner la page, a finalement mis de l'huile sur le feu, entre actionnaires mécontents et grogne politique. Sous pression, l'entreprise a engagé en novembre une révision de ce plan et nommé une nouvelle équipe de direction afin de renégocier des conditions plus avantageuses.

Alors que le groupe fait face à d'importantes échéances financières, Atos se résout en ce début 2024 à aller plus loin. En cédant BDS, il espère « assurer le remboursement et le refinancement de ses dettes financières, tout en conservant un mix d'activités attractif ». Atos doit rembourser plus de deux milliards d'euros au cours des deux prochaines années, dont 500 millions d'obligations arrivant à échéance en novembre prochain et un prêt de 1,5 milliard en janvier 2025.

### Nouvelle gouvernance

Il y a un an, Airbus avait déjà envisagé d'acquérir une participation minoritaire dans Atos, avant de se rétracter. Le projet avait été très critiqué par un de ses actionnaires, Christopher Hohn, patron du fonds activiste TCI, qui dénonçait « une opération de sauvetage forcée » orchestrée par l'Etat.

Si Airbus et Atos discutent à nouveau, c'est que la nouvelle équipe de

direction – un nouveau patron, Yves Bernaert, un nouveau président du conseil d'administration, le banquier Jean-Pierre Mustier en remplacement de Bertrand Meunier – s'est montrée davantage ouverte à l'étude de toutes les options de sauvetage pour le groupe, dont la cession totale de la « pépite » BDS.

Sur ce dossier, Atos et Airbus vont donc entrer dans une phase de « due diligence ». Toutefois, les discussions en sont encore « à un stade préliminaire », prend soin de souligner l'entreprise. Atos indique aussi avoir reçu une deuxième marque d'intérêt pour une partie du périmètre de BDS, sans dévoiler le nom de la société. Certains spéculent sur un possible intérêt de Thales, comme le soulignent les analystes de Jefferies dans une note. Sollicité par l'AFP, Thales a indiqué n'avoir « aucune intention de se diversifier dans des marchés autres que ceux qu'il sert déjà ».

### Polémique

Pour Tamlin Bason, analyste chez Bloomberg Intelligence, l'offre indicative d'Airbus « semble opportuniste ». Elle valorise BDS entre 1,1 et 1,3 fois sa valeur d'entreprise rapportée au chiffre d'affaires, alors que dans le secteur, les offres sont plutôt autour d'un multiple de 2,3. L'offre d'Airbus « est en dessous de la valorisation de 2 milliards d'euros que nous avons calculé pour cette





activité », renchérit aussi l'analyste Hélène Coumes, dans une note pour AlphaValue.

« Cela suggère qu'une forte pression s'exerce sur le groupe quant à ses besoins de financement », écrit-elle. « Cela montre qu'Atos possède de vrais actifs, valant beaucoup d'argent, et qu'il n'y a pas d'obligation de vendre à tout prix à Kretinsky », réagit de son côté le hedge fund CIAM, un des actionnaires du groupe opposé à la cession de Tech Foundations.

Sur ce sujet, Atos a précisé que les discussions se poursuivaient « sur le prix à payer, la structure de l'opération et le transfert d'une très grande partie des passifs attachés. Comme pour toutes négociations, il n'y a aucune certitude qu'elles aboutissent à un accord », indique la société.

Important caillou dans la hausse du groupe, l'augmentation de capital, initialement prévue de 900 millions d'euros, pour Eviden a également été revue à la baisse, en raison de « l'évolution des conditions et des réactions de marché ». A ce stade, il n'est en tout cas pas envisagé d'écarter totalement cette option – critiquée par les actionnaires craignant une dilution massive.

Atos étudie aussi « les conditions juridiques et financières dans lesquelles EPEI [le groupe de Daniel Kretinsky, NDLR] pourrait être libéré » de son engagement de prendre 7,5 % d'Eviden. Une manière de mettre fin à la polémique suscitée dans les rangs politiques et militaires par cette annonce d'une prise de

participation du milliardaire étranger dans les technologies sensibles d'Eviden pour le nucléaire ou l'armée. Une polémique qui pourrait de toutes les façons s'éteindre si les activités les plus stratégiques logées dans BDS devaient sortir d'Eviden à l'occasion d'une cession.

Reste à voir aussi si un Eviden sans BDS aura la taille critique et si le groupe Onepoint spécialisé dans la transformation numérique, qui s'est invité au capital d'Atos, soutiendrait une telle vente à la découpe.

### « Aucune option n'est sûre d'aboutir »

Dans l'ensemble, « ce communiqué d'Atos donne l'impression d'un pas en arrière par rapport à celui d'août 2023 », estime Nicolas David, d'Oddo. « D'autres options sont envisagées, mais aucune n'est sûre d'aboutir, ce qui accroît selon nous le niveau global d'incertitude », poursuit le cabinet d'analyse. Après avoir bondi de 11 % à l'ouverture, le titre était en recul d'environ 6 % en fin de journée à la Bourse de Paris, tandis que celui d'Airbus perdait plus de 3 %.

Entre ces transactions à l'avenir incertain et les inquiétudes sur sa notation financière, Atos va également engager des discussions avec ses banques et « n'exclut pas de recourir aux mécanismes de protection juridiques à sa disposition pour les encadrer ». En parallèle, quatre membres du conseil d'administration ont annoncé leur démission : Valérie Bernis, Aminata Niane, Vernon Sankey et René Proglia. ■





Atos doit rembourser plus de deux milliards d'euros au cours des deux prochaines années, dont 500 millions d'obligations arrivant à échéance en novembre prochain et un prêt de 1,5 milliard en janvier 2025. *Photo Reuters*

